

C'est la sixième édition de la publication "Panorama de l'Aide pour le commerce". Depuis 2007, les éditions successives de cette publication phare ont mis en lumière les mesures prises par les gouvernements des pays en développement et leurs partenaires de développement pour mettre le commerce au service du développement. L'édition 2017 enrichit encore l'ensemble déjà vaste de données témoignant de l'efficacité de l'Aide pour le commerce. Elle explique comment et pourquoi la connectivité commerciale est essentielle pour l'inclusion, la croissance durable et la réduction de la pauvreté. Elle vise à éclairer à la fois les pratiques et les politiques concernant la contribution de l'Aide pour le commerce au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Près de 300 milliards de dollars EU ont été consacrés à l'Aide pour le commerce depuis que l'initiative a été lancée. Quelque 146 pays en développement ont bénéficié d'une aide pour le commerce, principalement en Asie (41,5%) et en Afrique (38,7%), 27% du total allant aux PMA. Les programmes régionaux et mondiaux ont reçu près de 15% du total des versements. Plus des trois quarts des versements sont allés à quatre secteurs: transport et entreposage (28,6%), production et fourniture d'énergie (21,6%), agriculture (18,3%), et services bancaires et financiers (11,1%).

La connectivité physique permet la circulation des marchandises et des services vers les marchés nationaux, régionaux et mondiaux. Aujourd'hui, elle est étroitement liée à la connectivité numérique. Les réseaux numériques sont rapidement devenus une partie intégrante du commerce mondial et ils offrent des possibilités de croissance en tant que marché. Des connexions numériques accessibles et abordables sont indispensables pour assurer la connectivité commerciale. Or 3,9 milliards de personnes dans le monde, dont beaucoup vivent dans les pays les moins avancés (PMA), n'ont pas encore accès à Internet.

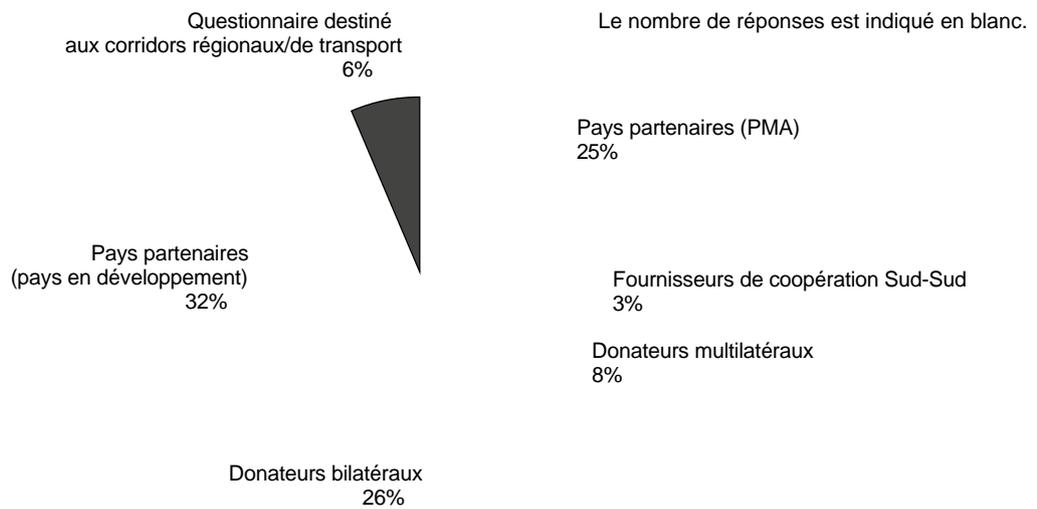
Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comprend des cibles concernant l'accès universel et abordable de l'infrastructure de réseau, de marchés de services TIC dynamiques et d'environnements réglementaires adéquats.

Le financement est essentiel aussi pour aider à développer une infrastructure TIC abordable et fiable et à renforcer les offres de services connexes, en particulier pour les populations sous desservies ou non desservies. La réduction de la fracture numérique nécessite des politiques permettant d'accroître l'accès aux TIC et leur utilisation. L'Aide-pour le commerce soutient les gouvernements dans ces efforts et l'on s'attend à une augmentation de la demande.

La lenteur du dédouanement et l'insuffisance de l'infrastructure matérielle font aussi obstacle au commerce électronique. La numérisation des douanes et des organismes aux frontières peut accroître l'efficacité des services douaniers. À l'intérieur des frontières, une logistique commerciale efficace est toujours un facteur important, surtout dans un monde de plus en plus numérique. Il ressort du rapport qu'une action pour rationaliser les procédures douanières est une priorité pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). L'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) répondra sans doute à bon nombre de ces préoccupations.

INTRODUCTION

Il s'agit du sixième rapport de suivi de l'Aide pour le commerce. La précédente édition, axée sur les coûts du commerce, soulignait que ces coûts élevés empêchaient de nombreuses entreprises des pays en développement de tirer pleinement parti des possibilités d'accès aux marchés. Elle montrait que les infrastructures obsolètes ou inadaptées, les procédures longues et contraignantes à la frontière, l'accès limité au financement du commerce et le coût de la mise en



Source:

Les services aident à connecter les économies au système commercial international et au système commercial mondial de quatre façons principales. Premièrement, les services constituent l'infrastructure de base sur laquelle repose le commerce des marchandises. Une large gamme de services est nécessaire pour acheminer les produits du site de production jusqu'aux consommateurs dans d'autres pays. Plus les services sous-jacents sont coûteux ou inadéquats, plus le commerce des marchandises est difficile. Deuxièmement, les services sont un maillon essentiel dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), qui jouent désormais un rôle prépondérant dans l'interconnexion des économies par le biais du commerce. Ils permettent la coordination des CVM, mais ils contribuent aussi de plus en plus à la production des marchandises. C'est pourquoi des services efficaces sont indispensables pour l'industrialisation et le commerce. Troisièmement, les services sont un élément clé dans la fourniture numérique de services et dans le fonctionnement du commerce électronique en général. Les services de télécommunication et de TI peuvent transformer le développement économique. Ils constituent l'infrastructure de base permettant la fourniture numérique de toute une gamme de services et l'offre et l'achat en ligne de marchandises. Quatrièmement, les services fournis en ligne augmentent la connectivité en ouvrant aux pays en développement de nouvelles possibilités d'exportation. Leur part dans le commerce mondial des services a fortement augmenté et un certain nombre de pays en développement ont enregistré la plus forte croissance de leurs exportations dans certains segments des services.

Les politiques relatives aux services jouent un rôle fondamental dans l'interconnexion des pays; lorsqu'elles facilitent les échanges, elles améliorent la connectivité, tandis que lorsqu'elles restreignent le commerce, elles ont tendance à limiter la connectivité. Les coûts du commerce des services sont bien plus élevés en moyenne que ceux du commerce des marchandises. Les obstacles au commerce des services contribuent en grande partie à ces coûts, qui sont relativement élevés dans de nombreux secteurs. Les secteurs essentiels pour la connectivité physique (par exemple les transports) et pour la connectivité numérique (par exemple les télécommunications) sont soumis à des restrictions dans un certain nombre de pays.

Des recherches récentes ont montré que les politiques relatives aux services peuvent limiter – ou améliorer – la connectivité de différentes manières. Il a été constaté que les secteurs de services où les coûts du commerce sont plus faibles – et les obstacles moins élevés – sont plus productifs et enregistrent une plus forte croissance de la productivité. Des politiques restrictives dans le domaine des services limitent la connectivité physique. Par exemple, les restrictions dans le secteur des transports routiers augmentent le prix des services de camionnage et les coûts du commerce, en particulier dans les pays sans littoral.

Les restrictions au commerce des services ont aussi un effet négatif sur le développement économique des pays en développement. Les restrictions au commerce des services ont aussi un effet négatif sur le développement économique des pays en développement.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



CHAPITRE 5 DÉPASSER LA FRACTURE NUMÉRIQUE POUR STIMULER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Union internationale des télécommunications

La croissance rapide de l'accès aux TIC et de leur utilisation et l'évolution vers une société mondiale de l'information portent la promesse de nouvelles possibilités de développement pour tout le monde. Il a été constaté que l'utilisation d'Internet procurait des avantages considérables aux populations, aux gouvernements, aux organisations et au secteur privé. En outre, elle a ouvert de nouveaux canaux de communication, donné accès à l'information et aux services, augmenté la productivité, encouragé l'innovation et facilité le commerce des biens et des services. La connectivité et l'utilisation de l'information et des communications sont les pierres angulaires de l'économie numérique et les moteurs du commerce électronique.

L'importance de l'infrastructure et de la connectivité est reconnue dans l'objectif 9 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui concerne l'industrie, l'innovation et l'infrastructure. Cet objectif demande d'"[a]ccroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020". Néanmoins, si Internet, de plus en plus omniprésent, ouvert, rapide et riche en contenu, a changé la manière dont les gens vivent, communiquent et font des affaires, il subsiste de grandes lacunes.

Note: Estimations de l'UIT.

Source: UIT (2016), Measuring the Information Society Report 2016

Mais bien que l'infrastructure, l'accès à Internet et la qualité des services restent des obstacles importants à l'utilisation d'Internet, le nombre de personnes ayant accès aux services Internet est supérieur au nombre de personnes qui les utilisent effectivement. Pour augmenter le nombre d'utilisateurs, il faut s'attaquer aux facteurs et aux inégalités socioéconomiques plus larges, en dehors de l'écosystème des TIC. Le niveau d'éducation, en particulier, est un déterminant important de l'utilisation ou non d'Internet et de la façon dont il est utilisé. Les citoyens doivent avoir des compétences à la fois numériques et analogiques pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par la société de l'information. La disponibilité d'un contenu local pertinent est essentielle aussi pour amener un plus grand nombre de personnes à se connecter..

CHAPITRE 6 AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Groupe de la Banque mondiale

La forte croissance du commerce électronique crée de nombreuses possibilités pour les pays en développement. Premièrement, la baisse des coûts du commerce grâce à la connectivité numérique et au commerce électronique ouvre aux nouvelles entreprises et aux entrepreneurs des possibilités de participer au commerce et de pénétrer de nouveaux marchés. Elle peut aussi aider les personnes très pauvres à surmonter certaines contraintes qui empêchent de tirer le meilleur parti des possibilités commerciales, bien que la pauvreté pose toujours de nombreux problèmes pour participer au commerce électronique. De plus, les obstacles au commerce traditionnels restent importants.

Le secteur du commerce électronique en plein essor peut être un facteur de croissance économique, contribuant à l'expansion et à la diversification des exportations et favorisant l'inclusion en facilitant l'accès des MPME aux marchés internationaux. Il est important de noter que ces avantages ne sont pas réservés aux leaders mondiaux de l'innovation et des technologies numériques; ils sont à la portée de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement écono

Les avantages du commerce électronique sont notamment l'accroissement de la compétitivité des pays, quel que soit leur niveau de développement, avec des gains de productivité pour tous les secteurs de l'économie, y compris les secteurs traditionnels comme l'agriculture, grâce aux services en ligne allant de l'information sur les marchés-et les conditions météorologiques aux outils d'analyse des sols et de gestion des stocks à distance.

Par ailleurs, les pays en développement bénéficient de plus en plus du commerce électronique comme moyen de créer

CHAPITRE 7 METTRE LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

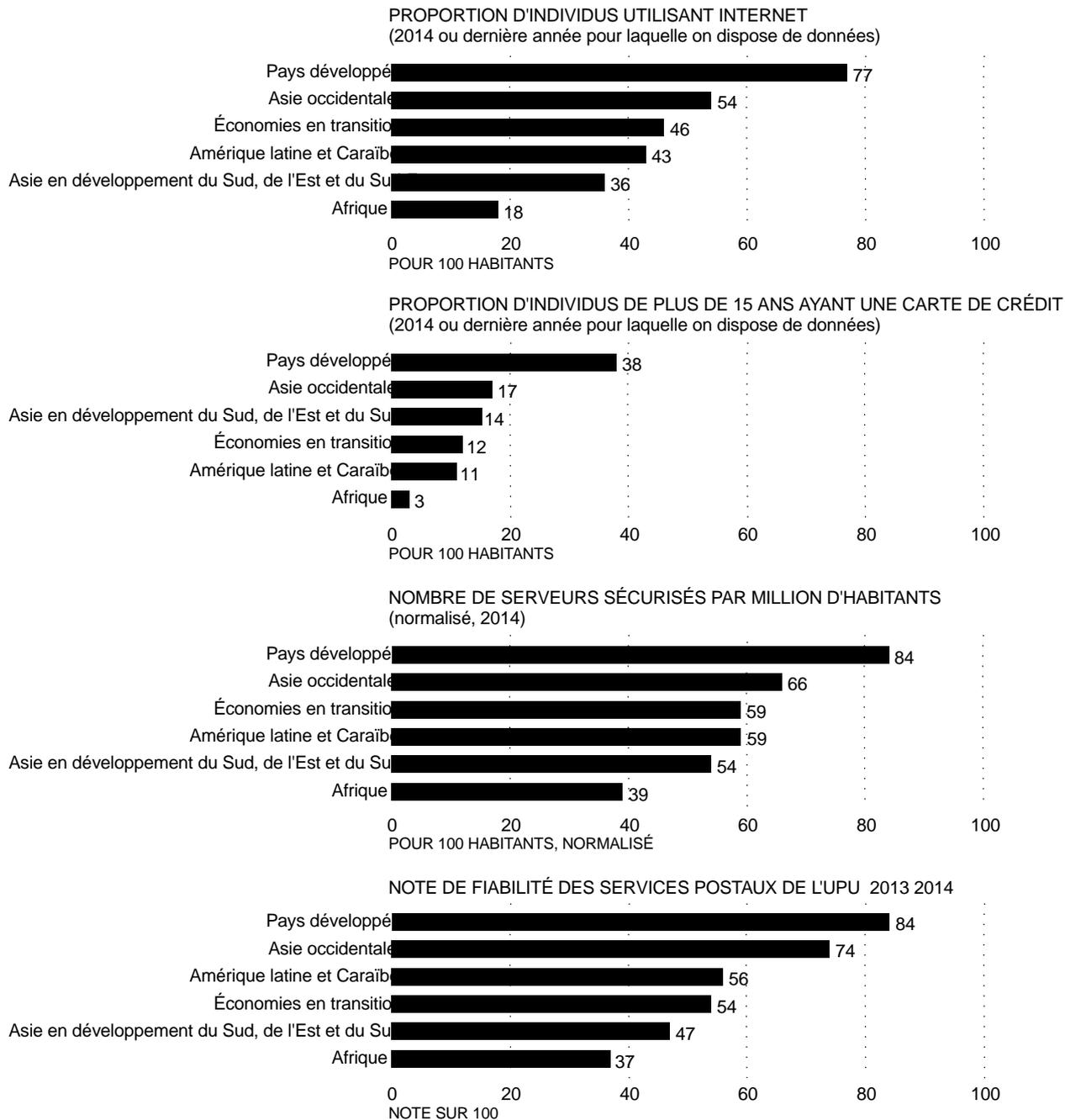
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Si la croissance du commerce mondial stagne depuis plusieurs années, le commerce électronique quant à lui se développe rapidement. D'après les estimations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), entre 2013 et 2015, la valeur du commerce en ligne a augmenté, passant de 16 000 milliards à 25 300 milliards de dollars EU. L'absence de statistiques officielles détaillées sur le commerce électronique est un obstacle majeur pour cartographier la pénétration du commerce électronique et pour mesurer son impact sur le développement. Les données et les estimations disponibles montrent qu'en termes de valeur, le commerce électronique d'entreprises à entreprises (B2B) représente la majeure partie du commerce électronique (89%), tandis que le commerce en ligne d'entreprises à consommateurs (B2C) semble se développer plus rapidement. Le commerce électronique entre entreprises et administrations est également en augmentation et ouvre un point d'entrée à de nombreux pays en développement.

Figure 1.10. Cadre analytique du commerce électronique: "Le commerce électronique pour tous"

Source: CNUCED.

Figure 1.11. Préparation au commerce électronique, par indicateur sur les composantes et par région géographique



Note: Dernières données disponibles.

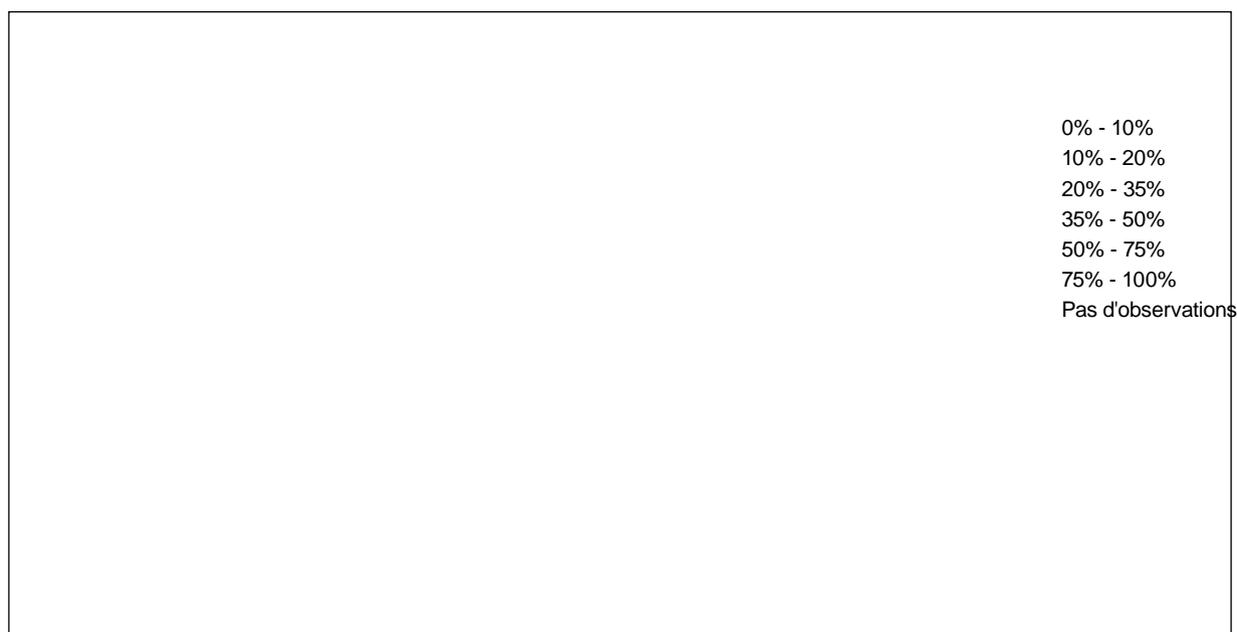
Source: Sur la base de CNUCED (2016), Indice du commerce électronique B2C 2016 de la CNUCED. Données de l'UIT, de la Banque mondiale et de l'UPU.

CHAPITRE 8 RÉDUIRE LES ÉCARTS DE CONNECTIVITÉ ENTRE LES PETITES ET LES GRANDES ENTREPRISES ET ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Centre du commerce international

La connectivité numérique permet aux entreprises de tous types de se connecter aux fournisseurs et aux clients dans le monde entier. Toutefois, les données au niveau des entreprises montrent qu'il y a un écart de connectivité important entre les petites et les grandes entreprises. Les petites entreprises ont dix fois moins de chances que les grandes d'avoir un site Web et huit fois moins de chances d'utiliser le courrier électronique. C'est là un problème car une connectivité numérique et physique insu sante diminue les chances des entreprises de s'engager sur les marchés internationaux (figure 1.12).

Figure 1.12. Proportion relative de petites et de grandes entreprises ayant un site Web



Note Les écarts sont calculés sur la base des points de pourcentage. Par exemple, si 40% des petites entreprises ont un site Web, contre 60% des grandes entreprises, l'écart est de 20%.

Source Calculs de l'ITC sur la base des données figurant dans Banque mondiale (2016a), [Entrepreneur.com/surveys](http://www.entrepreneur.com/surveys). org/ (consulté le 17 janvier 2017).

Ce sont les MPME des PMA qui se heurtent aux obstacles les plus importants, car dans ces pays, l'écart de connectivité entre les petites et les grandes entreprises est beaucoup plus grand que dans les pays plus développés. Pour aider les MPME à se connecter aux marchés mondiaux, les responsables politiques peuvent promouvoir l'acquisition de compétences numériques, encourager les entreprises à numériser leurs processus de production et faire en sorte que l'infrastructure nationale des TIC réponde à la demande des consommateurs et des entreprises.

Le commerce électronique transforme le paysage commercial mondial à une vitesse sans précédent. La chaîne des

Figure 1.13. Chaîne des processus du commerce électronique

Source: ITC (2016), Bringing SMEs onto the e-Commerce Highway
www.intracen.org/publication/Bringing-SMEs-onto-the-e-Commerce-Highway/

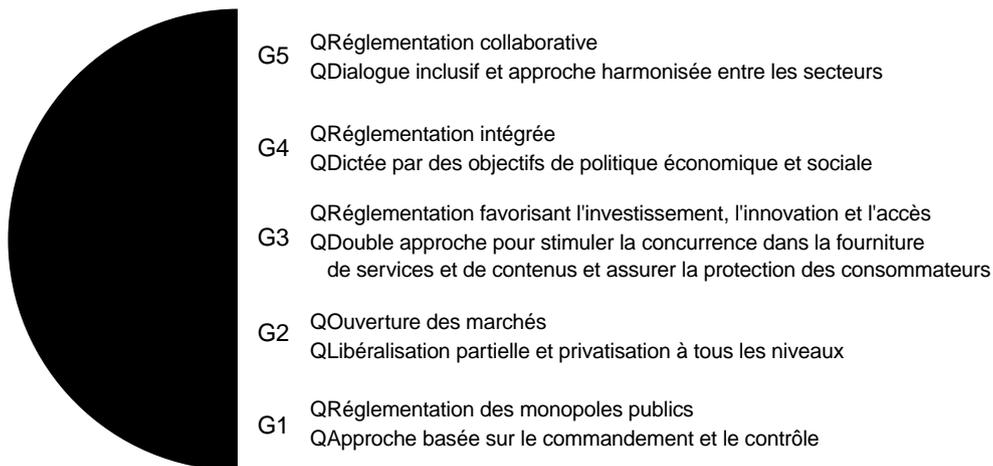
De plus en plus d'études réalisées au niveau des entreprises associent l'exportation à une plus grande productivité des entreprises, en particulier pour les MPME. Des travaux de terrain menés par l'ITC indiquent cependant que la prime de productivité liée à l'exportation des entreprises détenues par des femmes est à peu près inférieure de moitié à celle des entreprises comparables détenues par des hommes. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que les femmes utilisent moins les technologies de connectivité, qui aident souvent les entreprises à trouver de nouveaux acheteurs et de nouveaux fournisseurs. Par exemple, la propension des entreprises gérées par des femmes à utiliser le courrier électronique est inférieure de 12% à celle des entreprises gérées par des hommes. La discrimination à la frontière

CHAPITRE 9 PROMOUVOIR L'INCLUSION COMMERCIALE DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Cadre intégré renforcé

Dans les PMA, la plupart des gens n'ont pas accès à une connexion à Internet à un coût abordable (figure 1.16). L'amélioration de la connectivité et de l'accès à l'information pourrait aider à rendre le commerce plus inclusif et procurer aux PMA des gains plus importants, en particulier pour les catégories de personnes les plus isolées – à savoir les femmes et les personnes vivant en milieu rural.

La connectivité numérique dans les PMA s'améliore, et cette tendance devrait se poursuivre. Toutefois, même parmi les personnes connectées, le potentiel de la connectivité numérique est loin d'être pleinement exploité. Les coûts



Source: UIT

Les gouvernements des PMA ont un rôle important à jouer en accélérant l'adoption des nouvelles technologies. Ce

Les caractéristiques des entreprises déterminent la perception des obstacles au commerce électronique. Dans tous les pays, les petites entreprises ont tendance à être beaucoup plus affectées que les grandes par les divers obstacles au commerce électronique, l'accès au financement et la logistique leur posant des problèmes particulièrement aigus (figure 1.17). Les moyennes et les grandes entreprises, quant à elles, se heurtent surtout aux problèmes de logistique, à la réglementation du numérique et à d'autres réglementations.

Pour les responsables de la politique commerciale, les obstacles évoqués par les entreprises qui font du commerce électronique obligent à repenser les outils de politique commerciale, y compris les règles du commerce, la promotion des exportations, la facilitation des échanges, le crédit à l'exportation et l'infrastructure commerciale. Dans tous ces domaines, les responsables de la politique commerciale qui souhaitent catalyser le commerce électronique doivent travailler étroitement avec les ministères et les organismes de réglementation en charge des TIC et des finances – ainsi qu'avec le secteur privé – étant donné que ce sont les entreprises qui appréhendent directement les obstacles au commerce électronique, et les solutions possibles.

Pour donner aux petites entreprises, en particulier, les moyens de se lancer dans le commerce électronique, il faut en priorité renforcer des capacités et adopter de nouvelles approches, notamment en mettant en place des procédures de dédouanement à la frontière simplifiées, sans papier et avec un guichet unique et en améliorant l'accès aux financements, les cadres réglementaires, le dialogue public-privé sur les politiques en matière de commerce électronique et le financement du commerce électronique au moyen d'obligations à impact social.

CHAPITRE 11. FINANCER LA CONNECTIVITÉ

Organisation de coopération et de développement économiques

Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 333,1 milliards de dollars EU a été dépensé pour financer des programmes et des projets d'Aide pour le commerce. Jusqu'à présent, plus des trois quarts des montants totaux versés au titre de l'Aide pour le commerce ont servi à financer des projets dans quatre secteurs: transport et entreposage (28,8%), production et fourniture d'énergie (21,8%), agriculture (17,8%), et services bancaires et financiers (11,4%). De plus, 245 milliards de dollars EU ont été décaissés depuis 2006 au titre des autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce, dont 76% par des institutions financières internationales. L'essentiel de ce financement non concessionnel est allé à des projets d'infrastructure économique (47,9%) et de renforcement des capacités de production (51,3%), presque exclusivement dans des pays à revenu intermédiaire (94,6%).

En 2015, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 53,9 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 5,4 milliards de dollars EU par rapport à 2014, et de 31,6 milliards de dollars EU par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les engagements au titre des AASP liés au commerce ont augmenté de 5 milliards de dollars EU pour atteindre 60,1 milliards de dollars EU, soit quatre fois plus que la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les engagements au titre de l'infrastructure économique ont atteint 31,8 milliards de dollars EU, en hausse de 14,3% par rapport à 2014.

D'après l'OCDE (2015), les investissements totaux dans l'infrastructure dans les pays en développement se sont élevés au total à environ 1 000 milliards de dollars EU en 2013, dont plus de la moitié était financée par les pouvoirs publics des pays en développement et un tiers par le secteur privé. Les partenaires de développement publics financent ces investissements dans l'infrastructure à hauteur de 55 milliards de dollars EU; les donateurs bilatéraux financent environ 46%; et les donateurs multilatéraux 54%.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux gouvernements ont cherché à mobiliser les investissements et le savoir-faire du secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) pour la construction et l'exploitation de l'infrastructure – tendance de plus en plus évidente. On peut citer comme exemples le Programme de développement des infrastructures en Afrique ou le Schéma directeur 2025 pour la connectivité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. D'autres approches s'appuient sur les corridors de transport, qui revêtent une importance particulière pour les pays sans littoral. La plus ambitieuse de ces approches est l'initiative "Ceinture et route" de la Chine.

Source: SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2017b), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en> (consulté le 7 avril 2017).

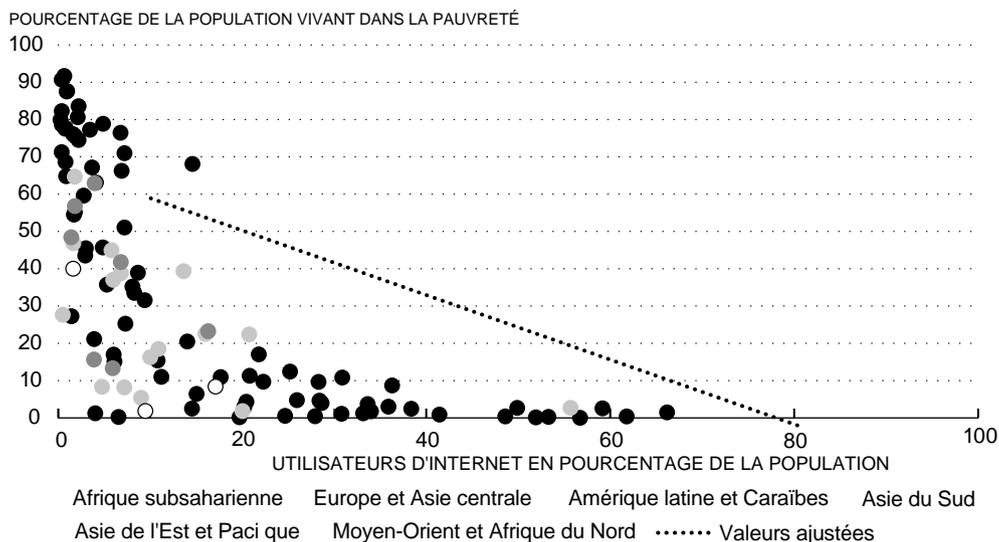
Les cas d'expérience montrent que l'amélioration de l'infrastructure liée au commerce contribue à la réduction des coûts de transport, ce qui accroît la compétitivité et stimule les échanges commerciaux. Ces effets peuvent conduire à une augmentation du bien-être et des revenus, et donc à la réduction de la pauvreté. Les cas d'expérience mettent aussi en évidence le rôle du secteur privé dans la fourniture d'infrastructure. Les donateurs ont aussi un rôle important à jouer pour encourager l'investissement privé dans l'infrastructure, en offrant une assistance technique aux gouvernements qui cherchent à attirer des fonds, en engageant activement leurs branches chargées du secteur privé dans des projets d'infrastructure et en offrant des mécanismes d'atténuation des risques bien conçus.

Les engagements d'aide pour des projets dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), consistant pour la plupart en une assistance technique pour la réforme de la réglementation, se sont élevés à 560 millions de dollars EU en 2015. Les investissements dans le matériel des TIC ont été financés en grande partie par le secteur privé. L'exercice de suivi de 2017 mené conjointement par l'OCDE et l'OMC a mis en évidence que les deux tiers des donateurs donnent la priorité aux TIC dans leurs stratégies de développement; viennent ensuite l'administration électronique et le commerce électronique (58% et 50%, respectivement). Presque tous les pays partenaires (90%) prévoient qu'une assistance sera nécessaire dans ce domaine dans l'avenir. Les donateurs signalent aussi que ce domaine

CHAPITRE 12. L'AIDE POUR LE COMMERCE INCLUSIF ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Organisation mondiale du commerce

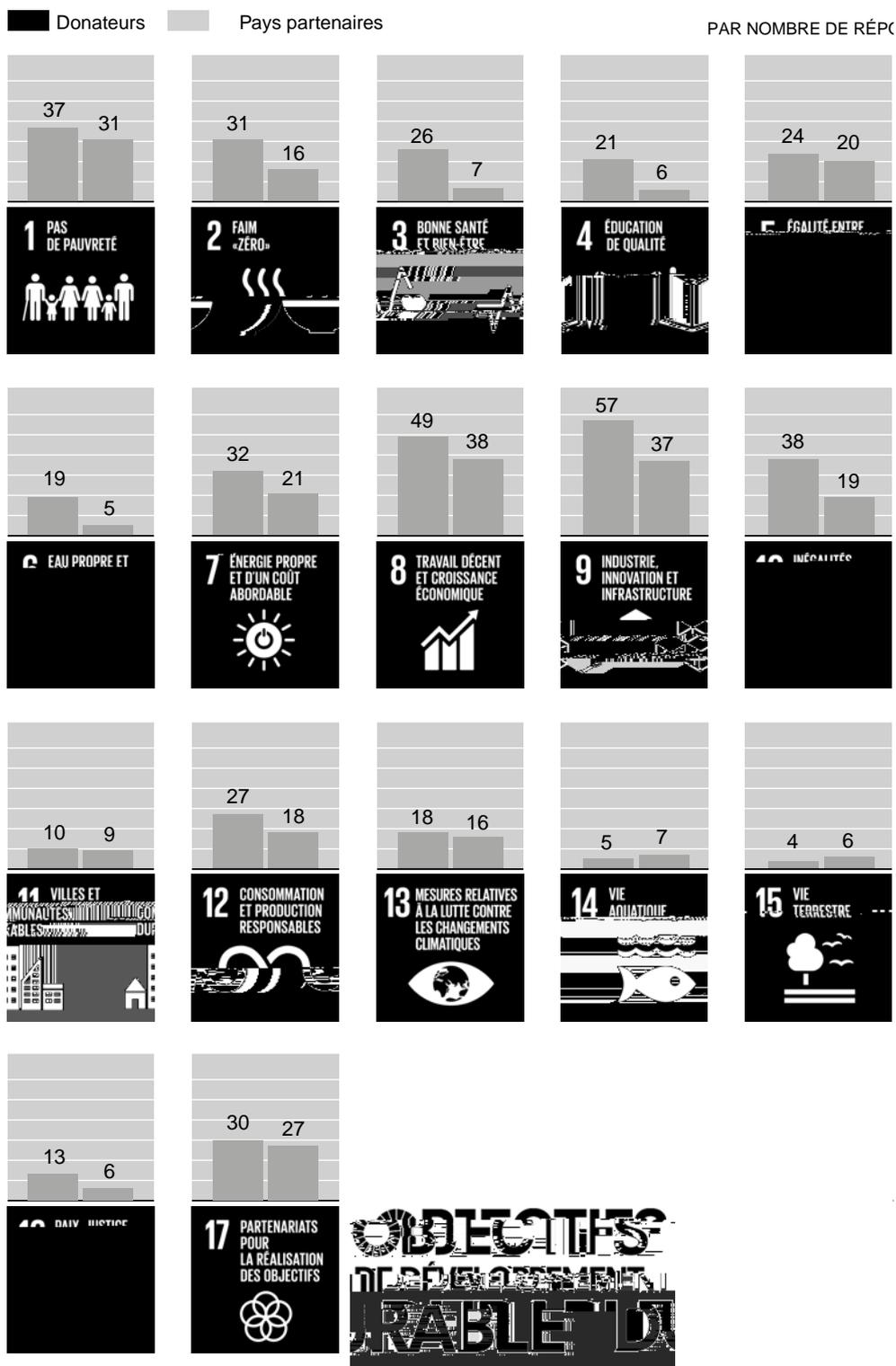
On dispose de plus en plus de preuves de l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour produire des résultats commerciaux positifs. L'intérêt porté aux résultats commerciaux (comme l'augmentation des exportations ou la réduction des coûts du commerce) s'accompagne maintenant d'un intérêt croissant pour le suivi des effets des interventions au titre de l'Aide pour le commerce sur la réduction de la pauvreté, en particulier pour les femmes, qui sont les plus touchées par la pauvreté. Une connectivité insuffisante est étroitement associée à la pauvreté. Les régions où le taux de pauvreté est plus élevé obtiennent des notes plus basses selon l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale et l'Enabling Trade Index (ETI) du Forum économique mondial. Comme le montre la figure 1.19, les indicateurs Doing Business prouvent que les délais et les coûts de dédouanement sont plus élevés dans les régions où le revenu par habitant est plus faible. Une corrélation analogue est observée entre l'absence de connectivité numérique et la pauvreté. Comme le montre la figure 1.20, l'utilisation d'Internet est plus faible dans les régions où le revenu par habitant est plus



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (moyenne 2008-2014); UIT, Indicateurs mondiaux des télécommunications/des TIC, Utilisateurs d'Internet (2007); Classification régionale de la Banque mondiale.

Les pays en développement comme les donateurs considèrent que l'Aide pour le commerce peut contribuer à la réalisation du Programme 2030, en particulier de l'Objectif de développement durable (ODD) 9 "Industrie, innovation et infrastructure", de l'ODD 8 "Travail décent et croissance économique", et de l'ODD 1 "Pas de pauvreté" (figure 1.21). Ils ont en outre tous exprimé la volonté de collaborer avec différentes parties prenantes, y compris le secteur privé, en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Figure 1.21. Contribution de l'Aide pour le commerce aux ODD



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2017a), www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/

BIBLIOGRAPHIE

NOTES

1. Après la date limite du 1^{er} février fixée pour l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, des réponses aux questionnaires ont été présentées par l'Albanie, le Guyana et la Banque asiatique de développement; 15 cas d'expérience (11 du secteur public et 4 du secteur privé) ont aussi été reçus. Ces questionnaires et cas d'expérience ont été téléchargés sur le site Web conjoint OCDE-OMC, mais n'ont malheureusement pas été analysés dans le rapport.
2. Les autres rapports du secteur public (AASP) sont les transactions du secteur public avec les pays figurant sur la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD, mais qui ne remplissent pas les conditions requises pour être comptabilisées comme APD, soit parce qu'elles n'ont pas pour principal objectif le développement, soit parce que leur élément de libéralité est inférieur à 25%.

